

# Centrafrique: dans l'ordinaire du crime de guerre

04 novembre 2013 | Par Thomas Cantaloube

Un blessé grave, trois douzaines de têtes de bétail volées et un village incendié : c'est, selon les conventions de Genève, un crime de guerre. C'est aussi le quotidien d'une partie de la Centrafrique, déchirée par des affrontements entre milices depuis le renversement du président Bozizé par des bandes armées qui vivent désormais du pillage du pays.

## *Bouar (Centrafrique), de notre envoyé spécial*

Cela a démarré par une rumeur. Vendredi 1<sup>er</sup> novembre, vers 17 heures, quelques femmes et enfants arrivent à pied à la cathédrale de Bouar, la deuxième ville de Centrafrique. Cette ancienne base militaire française est aujourd'hui une bourgade endormie traversée de pistes guère carrossables. Depuis une semaine, le lieu saint catholique et le périmètre qui l'entoure sont devenus un refuge pour les villageois des alentours : ils tentent ainsi d'échapper à un cycle de violences qui oppose les milices de l'ex-Séléka (l'alliance de combattants qui a pris le pouvoir le 24 mars en Centrafrique) et les milices d'auto-défense, dites « *anti-balakas* », qui se cachent dans la brousse.



Les réfugiés dans la cathédrale de Bouar. © Thomas Cantaloube



Cinq mille à six mille déplacés campent ainsi en plein air, en espérant que la croix juchée à la cime de la cathédrale les protégera. Des femmes et des enfants arrivent donc, au moment où la nuit s'apprête à tomber, pour grossir les rangs des réfugiés. Elles annoncent que leur village de Vakap, situé à 27 kilomètres au nord de Bouar, est en flammes.

À cette heure-là, la FOMAC (Force multinationale des États d'Afrique centrale), unité d'interposition composée ici de soldats gabonais, congolais et tchadiens, ne sort plus de son cantonnement. Elle ne bouge donc pas. Plus tard dans la nuit, une bonne sœur centrafricaine arrive et raconte qu'elle aussi a vu le village brûler. Elle a été arrêtée par des hommes en armes et en uniforme sur la route, mais ils l'ont laissée passer.

Le lendemain matin, dès la première lueur de l'aube, le campement autour de la cathédrale se réveille. C'est la fin de la saison des pluies et il fait relativement frais. À 9 heures du matin, un des deux médecins d'une ONG qui effectue des consultations auprès des déplacés, a déjà diagnostiqué sept cas de paludisme sur onze patients, principalement des enfants et des nourrissons. Les autres sont affligés d'infections respiratoires. Au même moment, le colonel gabonais commandant les forces de la FOMAC participe à une réunion des chefs de district autour du préfet et du maire de Bouar. Il s'agit d'apaiser les tensions qui sont en train de monter entre chrétiens et musulmans lesquels, selon le maire Aliaoudo Moumini, « *vivent en paix depuis 53 ans et ont besoin les uns des autres* ».

L'actuel conflit en Centrafrique n'a jamais été religieux, mais il prend un tour malsain depuis quelques mois. La plupart des observateurs (diplomates, humanitaires, associatifs locaux) ne le voient pas basculer dans une guerre confessionnelle. Pourtant, certains événements sont comme des étincelles près d'un baril de poudre.

En effet, la Séléka (« *l'alliance* » en sangho, la langue véhiculaire en Centrafrique) est partie du nord du pays en portant des revendications de désenclavement et de partage du pouvoir. Dans ses rangs, de nombreux Tchadiens et Soudanais, donc des musulmans, soldats perdus des guerres de ces deux pays frontaliers. Lors de leur descente sur la capitale, située tout au sud, ils ont pillé allègrement tout ce qu'ils trouvaient, les bâtiments administratifs mais aussi de nombreuses missions catholiques – tout simplement parce que celles-ci sont plus tentantes que les mosquées, en ce qu'elles possèdent souvent des 4x4, des générateurs et du matériel électronique.

Arrivée à Bangui, la Séléka a mis en fuite le président François Bozizé et a installé l'un de ses chefs, Michel Djotodia, au palais présidentiel, faisant de lui le premier chef d'État musulman de ce pays aux deux tiers chrétien. Les milices disparates de la Séléka se sont adjointes les services de « *l'armée des chômeurs de Bangui* », selon les termes d'un analyste occidental, et se sont dispersées aux quatre coins du pays pour « *vivre sur la bête* ».

Djotodia a eu beau les dissoudre officiellement, ces milices ont poursuivi leurs pillages et se sont mis à rançonner les habitants partout où elles se sont installées : 500 francs (0,8 euro) pour traverser la route, 1 000 francs au retour des champs... Bien souvent, elles ont établi leurs camps dans les quartiers musulmans et ces derniers, plus à même de communiquer avec ces nordistes dont certains ne parlent ni le sangho ni le français, mais l'arabe, les ont davantage « épargnées ». Les chrétiens ont donc commencé à se sentir victimisés par cette soldatesque anarchique, étrangère ou ignare, ou les deux.

### **Flaque de sang**

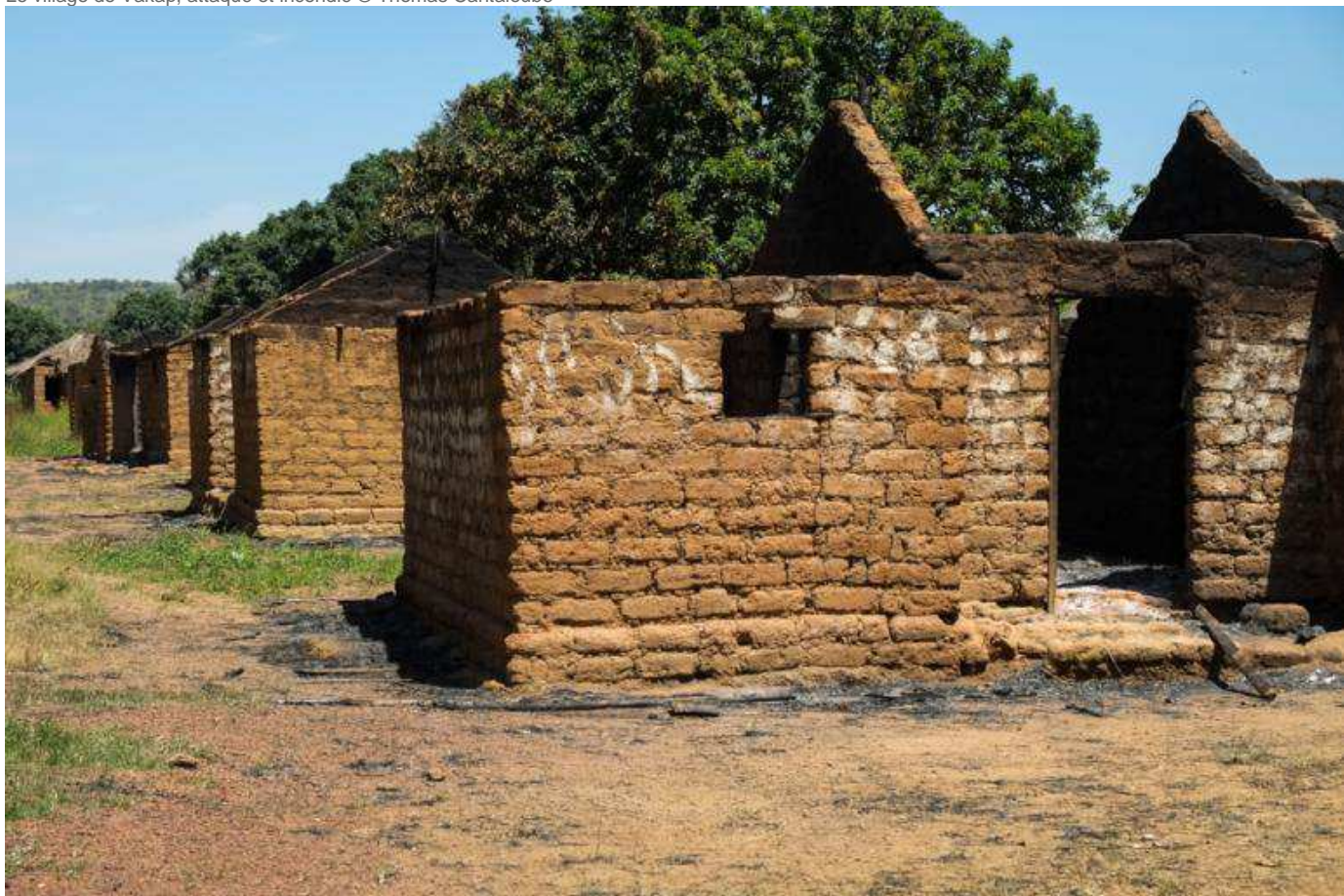
À Bouar, la situation est pourtant restée calme pendant plusieurs mois. Les missions catholiques, avec leur cortège de pères et de sœurs souvent italiens ou polonais, se sont vite entendues avec la Séléka pour limiter les rapines et protéger la population. Mais dans les villages éloignés, les soldats ont poursuivi leurs activités de rançonnement, incitant les paysans à s'enfuir dans la brousse, parfois à 20, à 30 kilomètres des routes. C'est là, à l'écart des villes, que des milices d'auto-défense, qui se sont baptisées « *anti-balakas* » (du nom de précédents groupes armés créés il y a 10 ans pour lutter contre les braconniers et les coupeurs de route), ont commencé à se former afin de lutter contre la Séléka.

À Bouar, d'anciens militaires fidèles au président déposé François Bozizé les ont également rejointes. Et le samedi 26 octobre, elles ont entrepris une action d'éclat en attaquant l'aéroport et le camp de la Séléka. Selon plusieurs témoins du village de Wantiguera qui se trouvait entre deux feux, quelques soldats armés de kalachnikovs et de bazookas menaient une troupe de paysans équipés de machettes, d'arcs et de fusils artisanaux. Le combat s'est avéré inégal, mais violent : 20 morts ont été recensés, dont au moins un dans les rangs de la Séléka. Les « *anti-balakas* » sont repartis se cacher dans la brousse.





Le village de Vakap, attaqué et incendié © Thomas Cantaloube



Les rangées de cases incendiées du village. © Thomas Cantaloube





Des villageois de Vakap qui sortent de leurs caches pour témoigner. © Thomas Cantaloube

Le 2 novembre au matin, le colonel gabonais de la FOMAC se décide finalement, sur le coup de 10 h 30, à se rendre au village de Vakap pour vérifier les rumeurs véhiculées par les femmes le soir précédent. Il n'écarte pas la possibilité qu'il s'agisse de « *racontars, les villageois décrivant juste des incendies de forêt* », fréquents en cette période de débroussaillage du début de la saison sèche. À la tête de cinq jeeps et de deux douzaines d'hommes, il emprunte la piste cabossée. Juste à la sortie de Bouar, sa colonne traverse un troupeau de bœufs que quatre hommes de la Séléka, avec des AK-47 dans le dos, sont en train de mener.

Le long de la route qui part vers le Nord, les villages sont déserts. Pas de poules, quelques chèvres et un homme qui est resté – un éleveur peul – qui explique que les habitants ont peur et « *sont partis en brousse* ». Au bout d'une petite heure de cahots et de poussières, la première case brûlée apparaît. Puis une autre, et encore une autre. L'une d'entre elles fume encore... Au total, plus de cinquante cases sont calcinées, la moitié du village. Des greniers aussi : du maïs continue de se consumer, dégageant une odeur sucrée. Deux motos gisent noircies et tordues dans les herbes. Et puis, il y a des douilles par terre et, non loin de là, une flaque de sang à peine épongée par la latérite.

Un capitaine de la FOMAC avise la case du chef, reconnaissable à sa hampe de drapeau droite comme un I à l'entrée de la concession : « *C'est une mesure de vengeance, c'est évident puisqu'ils s'en sont pris à la maison du chef* », assure-t-il. Au bout d'une dizaine de minutes, un homme surgi de nulle part s'approche avec méfiance. En entendant les moteurs des véhicules, il s'était caché. Maintenant qu'il a vu les insignes de la FOMAC, il vient expliquer ce qu'il a aperçu le jour d'avant : « *Sept pick-ups sont arrivés à onze heures du matin. Les habitants s'étaient enfuis, alors ils ont commencé à incendier les habitations. Puis ils ont pris tous les bœufs et les ont emmenés.* »

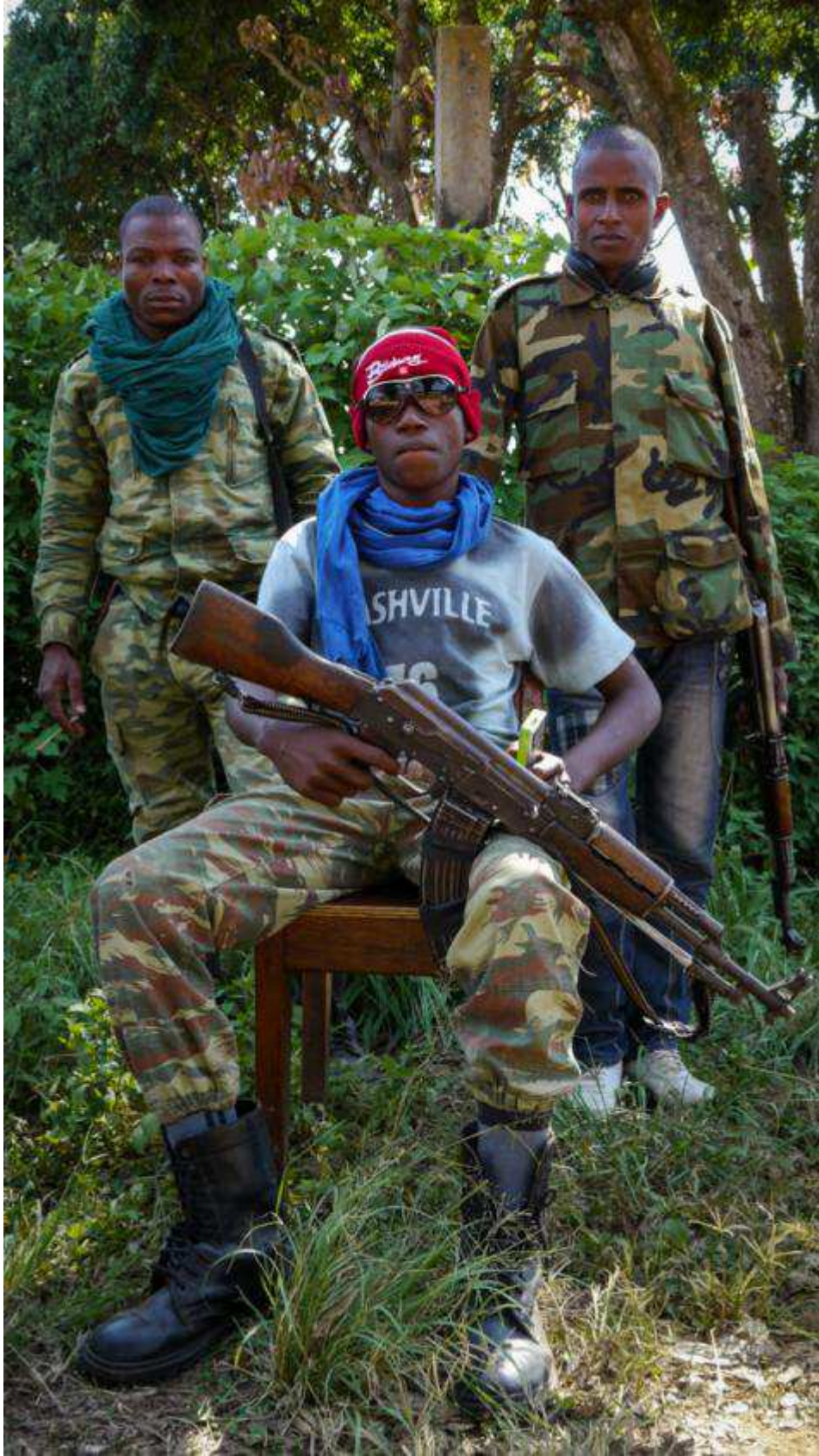
Le colonel gabonais se prend alors le visage dans la main en se tournant vers ses officiers : « *C'étaient eux, ceux qu'on a vus à la sortie de Bouar...* » Personne ne prononce le nom de Séléka, qui est pourtant sur toutes les lèvres, ni celui du général Suleiman qui les dirige et qui a été aperçu sur la route de Vakap l'après-midi précédent.

## Cycle de vengeance

Pendant ce temps, deux autres hommes sortent des fourrés et s'approchent, puis un adolescent. Ils racontent tous séparément la même histoire et, quand on leur demande qui est responsable de ces sinistres, il n'hésitent pas : « *Les Sélékas !* » L'un d'entre eux ajoute que son frère a été capturé par les miliciens qui se sont enfoncés dans la brousse pour l'attraper, puis qu'ils ont voulu l'abattre, mais qu'il a survécu. Deux heures plus tard, les responsables de l'hôpital de Bouar confirmeront qu'ils ont opéré un blessé par balles dans un état critique.

Le colonel gabonais de la FOMAC ne souhaite pas s'attarder. Il a une autre patrouille à effectuer dans l'après-midi. Un de ses soldats, qui inspecte les maisons brûlées, peste : « *C'est pas du boulot ! On n'a pas vérifié toutes les habitations, il pourrait y avoir des morts à l'intérieur. On n'a quasiment pas recueilli de témoignages...* » Le convoi fait néanmoins demi-tour. Cap sur Bouar. À l'entrée de la ville, on croise de nouveau le troupeau de bœufs, ce coup-ci à l'écart de la route. Personne ne s'arrête. Arrivé à son poste, le colonel annonce qu'il va se reposer un peu avant sa prochaine patrouille, mais il a besoin de nos photos et films, car la caméra de son aide de camp n'avait plus de batterie. Il demande poliment. En retour, on l'interroge sur ce qu'il va faire maintenant qu'il a vu les dégâts et qu'il semble connaître les coupables ? « *Un rapport* », répond-il sèchement avant de partir.





Jeunes combattants des forces de l'ex-Séléka. © Thomas Cantaloube





Le colonel Nassir de l'ex-Séléka, au milieu de ses officiers, sur leur base de Bouar. © Thomas Cantaloube

Direction le cantonnement des Sélékas. Ils occupent l'ancien « Camp Leclerc », bâti par les Français qui l'ont quitté à la fin des années 1970. On observe encore les vestiges d'un parcours du combattant rongé par les hautes herbes parmi les vieux édifices coloniaux. Les hommes de la Séléka s'y sont installés comme dans un campement de fortune. La discipline n'est pas leur fort et il y a un certain nombre d'adolescents dans leurs rangs, certains timides, d'autres arrogants.

Le général Suleiman n'est pas là, alors c'est son adjoint, le colonel Nassir, qui nous reçoit. Présent depuis le 29 mars – cinq jours après le reversement de Bozizé – il assure que tout se passe bien et ne veut pas entendre le nom de Séléka : « *Nous sommes les forces de défense et de sécurité. C'est nous l'armée centrafricaine. Je suis moi-même officier depuis 26 ans !* » À une question sur la nationalité tchadienne ou soudanaise de nombreux combattants, il répond curieusement : « *Nous sommes tous musulmans !* », avant d'affirmer avec force : « *Chrétiens et musulmans ne font qu'un en Centrafrique !* » Une confusion des discours qui ne rassure pas.

Quand on lui demande finalement ce qui s'est passé à Vakap le jour d'avant, il rappelle l'attaque subie le 26 octobre, expliquant que les « *rebelles anti-balakas* » étaient nombreux, bien armés, et menés par des fidèles de Bozizé. « *Ils se sont réfugiés à Vakap et dans les environs, alors nous avons été les chasser !* » Toutes les cases incendiées ? « *Il y a eu des tirs de roquette et c'est la saison sèche : cela s'enflamme facilement.* » Les bœufs volés ? « *Jamais entendu parler.* » Conscient qu'il est sur un terrain glissant, il garantit : « *Nous ne nous en prenons jamais aux civils. Seulement aux rebelles qui nous ont attaqués.* »

Il n'empêche, les habitations qui ont été incendiées et le bétail subtilisé appartenaient à des civils, dont la plupart n'étaient même pas sur place. Selon les conventions de Genève, ce qui s'est produit à Vakap porte une appellation : « *crime de guerre* ». Le colonel Nassir le sait confusément, et sans doute le général Suleiman, paré du titre de Docteur, le sait-il aussi. Mais un blessé grave, trois douzaines de têtes de bétail escamotées et une cinquantaine d'habitations en fumée ne les inquiètent pas outre mesure. Pour les résidents de Vakap, c'est une autre histoire : ils ont tout perdu, sauf leur vie. Dans un pays aussi démuné que la Centrafrique, ce n'est pas loin de signifier la mort.



De retour à la cathédrale, le terre-plein alentour n'a pas désempli. Les familles ont peur de rentrer tant qu'elles ne se sentiront pas en sécurité dans leurs villages. Une personne qui connaît bien la région et qui aide à soulager la misère de ces déplacés (et qui entend rester anonyme pour pouvoir continuer à le faire), est inquiète. Pas tant pour les médiocres conditions sanitaires que pour l'avenir proche : « *Des anti-balakas sont venus ici aujourd'hui. Ils m'ont confié qu'ils entendent se venger de l'incendie de Vakap. Ils sont de plus en plus nombreux et ils disent vouloir mener à nouveau une attaque de grande ampleur pour prendre l'aéroport ou le camp des Sélékas.* »

S'ils n'y arrivent pas, estime cette personne, ils pourraient se rabattre sur des assassinats de civils musulmans, comme cela s'est produit quatre jours auparavant. Un engrenage de violence. « *Ce n'est pas malin, cela ne mène à rien, mais les gens ici sont butés et ils veulent désormais leur vengeance.* » L'étincelle danse dangereusement autour du baril de poudre.

Depuis le mois de mars, la Centrafrique s'enfonce dans le désastre, dans une indifférence quasi-générale de la communauté internationale. Malgré la présence d'une Force internationale des États d'Afrique centrale, les Nations unies n'ont pas à ce jour déployé de stratégie globale. Ancienne puissance coloniale, disposant d'un contingent de plus de 400 soldats à Bangui, la France est régulièrement incitée à intervenir. Après la Côte-d'Ivoire et le Mali, ce pourrait être le prochain engagement important de l'armée française.

<http://www.mediapart.fr/article/offert/5aba06b9a27404ef1f95477defdd148e>